

Premier tour des élections professionnelles au Siège
Pas de quorum : on revote le 6 juillet

Les électeurs confirment la CGT en tant que première organisation syndicale au Siège

Le premier tour des élections professionnelles vient de se dérouler au Siège de France télévisions près de 5 ans après les précédentes élections. Un record de longévité. Malheureusement le quorum de 50% de votants n'a pas été atteint à la Maison France Télévisions et il y aura donc un second tour le 6 juillet dans toutes les emprises du Siège.

Nous devons nous pencher sérieusement sur les raisons de l'abstention alors que nous n'avons cessé, tout au long de la campagne, de mettre en évidence l'importance des enjeux.

Les électeurs ont confirmé la place de la CGT comme première organisation syndicale au Siège en dépit d'une campagne particulièrement agressive. Que penser de ceux dont l'objectif est "d'éviter que le Siège ne tombe dans l'escarcelle de la CGT" ? (cf. L'Opinion du 16 juin). Les salariés apprécieront.

A l'issue de ce premier tour et comme le prévoit la Loi, nous avons procédé au dépouillement des bulletins pour le calcul de la représentativité au Siège (titulaires CE).

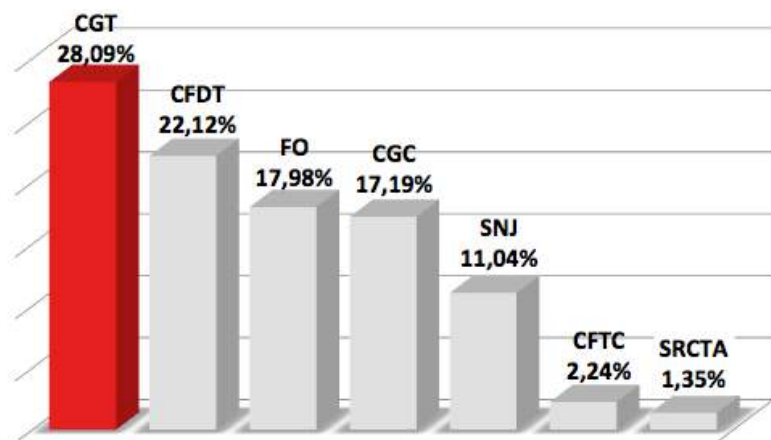
Il est désormais le suivant ⇒

Dans le plus grand établissement de l'entreprise, comme partout ailleurs, les salariés ont droit à une représentation efficace dans les différentes instances sociales. Marche générale de l'entreprise, emploi, salaire, organisation, conditions de travail, tous ces aspects majeurs seront forcément abordés en CE, en DP ou en CHSCT.

L'enjeu est aussi la défense des intérêts individuels et collectifs des salariés et de notre entreprise de service public dans un contexte de coupes budgétaires, de remise en cause du périmètre et des missions de FTV.

Il en va enfin de la crédibilité et de l'efficacité de la représentation du personnel face à la nouvelle PDG qui prendra ses fonctions le 22 août.

Le second tour des élections au Siège sera l'occasion de choisir des représentants constructifs et de conforter la place de la CGT comme contre-pouvoir crédible à France télévisions.



Paris, le 17 juin 2015